

## **La souveraineté alimentaire et le développement de l'agriculture paysanne et biologique dépend de politiques régionales ambitieuses !**

Depuis 5 ans, on estime que, toutes les 20 minutes, disparaît une exploitation agricole en France. Pour la seule région PACA, 2 exploitations agricoles succombent chaque jour ! C'est ainsi de la prise de conscience des dégâts de la grande distribution et des circuits longs sur l'agriculture, que l'aventure des Associations pour le Maintien de l'Agriculture Paysanne (AMAP) est née, en 2001 en Provence.

Le modèle agricole en place à l'après-guerre montre ses limites : s'il avait pour vocation de nourrir la France, on voit aujourd'hui qu'il ne fait qu'enrichir l'industrie pétrochimique, impacter durablement notre environnement, sans permettre aux paysans de la région de vivre dignement de leur métier, ni aux habitants de la région d'accéder à des produits de saisons de qualité. L'enjeu est pourtant de taille : si l'on souhaitait nourrir l'ensemble des habitants de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur avec des fruits et légumes de saison en agriculture paysanne et diversifiée, plus de 30 000 paysans et salariés agricoles seraient nécessaires.

Pour cela, Alliance Provence et les AMAP de la région défendent l'idée essentielle que **l'agriculture doit être reconsidérée comme un bien commun**, parce qu'elle nourrit les hommes, participe à la préservation de l'environnement, de la biodiversité, des paysages. La politique agricole régionale doit donc veiller à défendre une agriculture qui nourrisse la population régionale, plutôt qu'une agriculture qui souhaite gagner des parts de marché !

\* \* \*

Le mouvement des AMAP symbolise ces nouvelles attentes sociétales : dans la seule région Provence-Alpes Côte d'Azur, **plus de 35 000 personnes participent à une AMAP** ! Ces citoyens souhaitent accéder à des produits locaux de qualité, frais et de saison, produits selon les pratiques biologiques. Au-delà de l'acte d'achat individuel, ils souhaitent que la collectivité s'empare de la problématique de la restauration collective de qualité (locale, diversifiée, bio, et socialement juste) pour une alimentation saine pour tous !

Faire de la question agricole et alimentaire une priorité, cela doit se traduire par une politique ambitieuse de **préservation des terres agricoles, de soutien à l'installation de paysans nombreux, de promotion de petits équipements de proximité, et d'aides massives pour une transition de notre agriculture régionale pour une plus grande autonomie et un respect des sols, des cycles naturels, de la biodiversité** !

En effet, il ne sera pas possible durablement d'installer des paysans, et assurer le renouvellement des générations agricoles, sans une politique qui permette de **sortir le foncier agricole de la spéculation**. Le défi est de taille : il faut permettre le retour durable à l'agriculture des terres fertiles mises en friches ou en attente de projets de construction. De nombreux outils existent, mais certains doivent être largement plus promus : c'est le cas par exemple des Zones Agricoles Protégées, de Terre de Liens, etc.

De plus, alors que les candidats à l'installation sont de plus en plus nombreux, **la politique de formation agricole régionale doit répondre aux changements des profils des nouveaux agriculteurs**, et des nouvelles formes de commercialisation – souhaitées par de nombreux citoyens. Pour cela, il semble important de développer des formations sur le maraîchage diversifié, sur l'agrobiologie, la biodiversité agricole et les contrats de proximité, et la transformation des produits (découpe notamment), mais aussi développer les métiers de transformation (personnels qualifiés en cuisine dans les collectivités sur le travail avec des produits locaux et de saison).

Défendre l'agriculture régionale doit passer par sa relocalisation. Pour le permettre, la politique régionale doit **promouvoir les équipements de proximité**, qui constituent des outils nécessaires aux producteurs pour leur permettre de maîtriser leur commercialisation (tels que les abattoirs de proximité, ..) et de vendre en circuits courts.

L'agriculture régionale doit poursuivre son évolution, pour produire **une alimentation plus saine**, avec moins de produits de synthèse. Le Conseil Régional PACA se doit à ce titre de poursuivre et intensifier son soutien politique et financier aux **reconversions d'agriculteurs vers des pratiques bio**. De plus, la collectivité doit continuer à s'opposer clairement aux OGM, dans les assiettes comme dans les champs.

Le développement de l'approvisionnement bio ET local en restauration collective doit être poursuivi. Pour cela, il faut veiller à prioriser l'approvisionnement auprès de producteurs et plateformes locaux, et soutenir la mise en place et le développement de ces plateformes.

\* \* \*

Enfin, les citoyens doivent être **sensibilisés au(x) coût(s) réel(s) d'une agriculture durable régionale**. Si une production moins intensive, plus diversifiée, qui respecte les sols et les travailleurs, coûte plus cher au citoyen, durablement le coût est bien plus faible pour la collectivité et donc pour le citoyen. La mise en place d'évaluations de ces coûts, mais aussi d'un état des lieux sur la souveraineté alimentaire régionale serait autant d'outils importants qui permettent une meilleure compréhension de la place de l'agriculture dans l'économie régionale.

Pour toutes ces raisons, **Alliance Provence, le réseau des AMAP en région Provence Alpes Côte d'Azur soutient l'Appel Alimentons les Régions** destiné à l'ensemble des candidats aux élections régionales, et invite les citoyens à participer aux débats pour défendre la souveraineté alimentaire sur leur(s) territoire(s) !